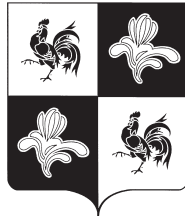


Parlement francophone bruxellois
(Assemblée de la Commission communautaire française)



26 septembre 2023

SESSION ORDINAIRE 2023-2024

**Auditions de représentants du groupe de travail
initié par le cabinet du ministre Rudi Vervoort –
Musée des Migrations**

RAPPORT

fait au nom de la commission de l'Enseignement, de la Formation professionnelle,
des Personnes handicapées, du Transport scolaire, des Crèches,
de la Culture et du Tourisme

par M. Jamal IKAZBAN

SOMMAIRE

1. Désignation du rapporteur.....	3
2. Exposé de Mme Hajar Oulad Ben Taib, doctorante en histoire de l'immigration à l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles.....	3
3. Exposé de M. Andrea Rea, professeur de sociologie à l'Université libre de Bruxelles.....	4
4. Exposé de Mme Loredana Marchi, directrice du Foyer VZW, accompagnée de Mme Floriane Paquay.....	5
5. Exposé de Mme Fatima Zibouh, docteure en sciences politiques et sociales, experte en diversité et inclusion.....	7
6. Exposé de M. Mohamed Ouachen, directeur artistique de Diversité sur scènes.....	10
7. Échange de vues.....	10
8. Approbation du rapport.....	21

Ont participé aux travaux : Mme Latifa Aït-Baala, Mme Marie Borsu, Mme Isabelle Emmery, M. Jamal Ikazban, M. Pierre-Yves Lux, Mme Joëlle Maison, M. Ahmed Mouhssin, M. Petya Obolensky et M. Mohamed Ouriaghli (président).

Mesdames,
Messieurs,

La commission de l'Enseignement, de la Formation professionnelle, des Personnes handicapées, du Transport scolaire, des Crèches, de la Culture et du Tourisme s'est réunie en date du 26 septembre 2023.

1. Désignation du rapporteur

M. Jamal Ikazban a été désigné en qualité de rapporteur à l'unanimité des 9 membres présents.

2. Exposé de Mme Hajar Oulad Ben Taib, doctorante en histoire de l'immigration à l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles

L'intervenante remercie les députés pour leur invitation. Elle est historienne de formation et est, actuellement, assistante chargée d'enseignement à l'Université Saint-Louis Bruxelles. Parallèlement à son activité scientifique, elle est, depuis plus de 10 ans, active sur le terrain associatif en participant à la valorisation de la mémoire et de l'histoire de l'immigration.

Elle a, notamment, participé à l'organisation de l'exposition Nass Belgica qui s'est tenue en 2014 à l'ULB. En 2014 toujours, avec un groupe de femmes, dont Fatima Zibouh présente aujourd'hui, l'intervenante a également mis en place cette très belle exposition « Ma mère, mon histoire » qui s'est tenue à l'Espace Magh à l'occasion de la commémoration de la signature de l'accord bilatéral entre le Maroc et la Belgique. Depuis quelques temps, elle organise des visites guidées autour de l'histoire de l'immigration avec l'Atelier de Recherches et d'Actions Urbaines (l'ARAU).

C'est à ce titre que l'intervenante, à l'instar de ses collègues, a été conviée en septembre 2020 à rejoindre le groupe de travail dont la mission était de discuter à propos du besoin d'un musée consacré aux migrations et sur la possibilité de porter un projet régional collectif.

À ce stade, il n'est plus nécessaire de démontrer l'importance de mettre sur pied un projet d'envergure. Ce projet, qui fait partie de la déclaration gouvernementale dont il est question depuis plus de 20 ans, avait pour objectif de mettre sur pied un lieu dans lequel cette histoire de Bruxelles sera célébrée. Depuis la création de la Belgique, en 1830, Bruxelles connaît d'importants flux d'immigration et d'émigration, jusqu'à devenir aujourd'hui l'une des villes les plus cosmopolites du monde.

À titre personnel, l'intervenante a eu de nombreuses occasions de s'exprimer sur l'importance de doter Bruxelles d'un lieu qui, à l'instar de Paris qui propose la Cité de l'immigration ou d'Ellis Island Museum à New-York, permette de prendre véritablement en compte la dimension essentielle de cette histoire de l'immigration sur la longue durée.

Au sein même de ce Parlement, en mars dernier, à l'occasion d'un Jeudi de l'hémicycle, avec des collègues historiens de l'université ou du musée Red Star Line à Anvers, l'intervenante a présenté les enjeux autour de cette question et a développé, de manière très détaillée, les missions d'un musée de l'immigration pour Bruxelles.

Dans le cadre de ce groupe de travail auquel elle a été conviée en tant qu'historienne des migrations, elle a tenté d'impulser cette dynamique et d'essayer de sensibiliser, notamment, sur les questions de collecte et de conservation des archives de l'immigration. Il paraît essentiel qu'à côté d'une exposition dédiée à des traces matérielles du passé et à sa mise en récit, il faut pouvoir enfin disposer d'un centre d'archives et que ces archives de l'immigration puissent être centralisées. À l'heure actuelle, elles sont éclatées entre différents centres d'archives ou même détruites, faute de place.

Parallèlement à la question de la conservation des archives, il semble essentiel de penser à un centre de recherches beaucoup plus large qui puisse aider à développer des projets scientifiques et culturels et qui drainerait la recherche scientifique au sujet des migrations à Bruxelles et en Belgique de manière générale.

Ce pôle de recherche pourrait également être chargé de mettre en place des ateliers et des activités pédagogiques au sujet de la représentation des migrations dans notre société. Il aiderait ainsi les publics scolaires, des familles, mais également les professionnels à maîtriser l'histoire de Bruxelles et de ses évolutions sur la longue durée à différents niveaux, que ce soient culturels, économiques et sociales.

Ce musée, qui serait un espace de conservation du patrimoine, mais aussi de rencontres et de réflexions, pourrait aussi être mis à disposition pour d'autres expositions culturelles et artistiques. Il serait, en quelque sorte, une plate-forme qui centraliserait l'agenda culturel autour de la thématique des migrations à Bruxelles, ville qui compte, actuellement, plus de 180 nationalités.

Le rôle de l'intervenante au sein du groupe de travail a consisté à construire une réflexion autour de ce projet qui revêt des missions ambitieuses, qui

semblent nécessaires si l'on souhaite évoquer ces enjeux importants, tels que favoriser la mixité sociale, tisser le lien social au sein de notre société. Ces missions doivent nécessairement partir d'initiatives locales qui existent mais qui doivent également les dépasser afin de pouvoir répondre à ces différents objectifs.

3. Exposé de M. Andrea Rea, professeur de sociologie à l'Université libre de Bruxelles

L'intervenant remercie les députés pour leur invitation. Il rappelle le contexte. Effectivement, le Musée des Migrations était inscrit dans l'accord de Gouvernement. La première réunion a eu lieu en septembre 2020. Ensuite, quelques réunions ont eu lieu de manière épisodique. Des doléances ont été adressées par le groupe de travail au Gouvernement pour préciser qu'il n'y avait pas de budget prévu pour le musée sous cette législature.

En même temps, l'intervenant précise que le projet était surtout une redéfinition assez novatrice puisqu'il plaide pour l'inclusion d'éléments liés à l'histoire des discriminations, de la colonisation, de la décolonisation, des migrations, des mouvements féministes et LGBTQI+ sensiblement à Bruxelles dans les cursus scolaires. En 2002, l'intervenant participait déjà, sous l'égide du Secrétaire d'État, Alain Hutchinson, à la possibilité de créer un musée des migrations sur Bruxelles. Ils ont travaillé pendant plus d'un an sur ce projet. L'intervenant avait rédigé avec Frank Caestecker (historien à UGent) le prérapport historique. Il y a eu un débat sans fin pour trancher la question d'un musée fédéral ou régional. Ils ont même été jusqu'à visiter le bâtiment dit des Douanes sur le site de Tours et Taxis qui allait être cédé pour un montant relativement ridicule. Le problème est qu'il n'y avait pas assez d'argent pour, à la fois, construire le bâtiment, archiver et assurer le fonctionnement de ce musée. Ce projet a été abandonné en 2004.

L'intervenant rappelle l'historique des événements, non de manière professorale mais pour cadrer les éléments de la discussion et de la réflexion. Lorsque l'idée a été lancée en 2002, deux musées sont en compétition. D'une part, le musée de l'Europe et, d'autre part, le musée de l'immigration. Le musée de l'Europe a pu voir le jour. Il est vrai que M. Davignon et Mme Spaak ont beaucoup œuvré afin qu'il existe, mais il n'y a pas eu d'argent pour le musée de l'immigration. C'était sans doute dû à des questions budgétaires, mais également des questions de priorités probablement politiques. Aujourd'hui, le musée de l'Europe n'a pas tenu toutes les promesses qu'on avait voulu lui donner, d'autant plus que la Commission européenne a

elle-même créé un musée d'histoire européenne juste à côté.

Depuis lors, des engagements importants ont été pris par Loredana Marchi et Johan Leman en construisant un musée de l'immigration à Molenbeek. Le musée a été visité dans le cadre de la Commission. Il est modeste sur base des budgets qui ont été alloués, mais il a le mérite d'exister. Ce musée existe et fonctionne avec une participation. La question est de savoir ce que l'on donne comme place à ce musée dans une économie générale. L'intervenant partage l'avis qu'un musée de l'immigration soit nécessaire. Néanmoins, Ellis Island est souvent cité comme référence. C'est un musée extraordinaire, mais qui a aussi ses limites.

L'intervenant aime y retrouver le nom de ses ascendants, mais ceci montre aussi qu'il s'agit d'un musée des seules migrations européennes, une célébration des migrations européennes.

Rien sur les Africains-Américains et la traite des êtres humains, rien sur les Japonais, Chinois, Coréens, rien sur les Mexicains et autres latinos. Il y a quelque chose de l'ordre de « la célébration de ceux qui ont réussi » l'immigration européenne aux États-Unis. Ce n'est pas le modèle qu'il faut avoir, il faut voir quelque chose plus large. Il faut aussi avoir une attention pour les nouvelles migrations dont on ne parle pas, qui n'ont pas de position et qui sont tout à fait précaires. Il faut que ces invisibles aient une visibilité dans la ville.

Il y a longtemps, l'intervenant a réalisé, pour la RTBF et Arte, un film avec Huges le Paige pour célébrer les 60 ans de l'immigration italienne. En travaillant sur ce documentaire, il avait été étonné de la richesse des archives audiovisuelles de la RTBF, aujourd'hui à la Sonuma. Raoul Coutard a fait des films d'une heure et demie en 16 mm qu'il faudrait essayer de ravoier. Il y a beaucoup de choses. À la bibliothèque de l'Albertine, il y a toutes les affiches électorales. Rien qu'avec les affiches électorales de 1970 jusqu'à aujourd'hui, nous possédons une certaine histoire de l'immigration. Il n'y aura pas 150 millions dans un futur budget de la région bruxelloise pour faire un grand musée. Y a-t-il moyen de travailler avec ce qu'ils ont déjà ? L'intervenant propose que quelque chose de cet ordre-là existe en 2030.

Une des idées serait d'avoir un musée en réseau. Il y a un point de départ qui serait le musée situé à Molenbeek. Le Parlement bruxellois est le Parlement où la diversité est la plus représentative de la démocratie. Il y a beaucoup de documents de nos parents ou de nos grands-parents qui n'ont été archivés nulle part. Par contre, il y en a d'autres qui ont été stockés à certains endroits. À l'occasion de la commission, il a

été évoqué la possibilité de faire un contrat de gestion avec le musée afin de donner une possibilité de commencer un travail d'archivage. C'est une des pistes potentielles pour l'avenir.

La note du cabinet du ministre Vervoort présente quatre axes : muséal, scientifique, pédagogique et participatif. En ce qui concerne l'orateur, le MMM pourrait être le point de départ d'un réseau d'institutions qui remplit les quatre missions qui existent.

En ce qui concerne la visée scientifique, il a créé en 1995 le GEM (groupe d'études sur la migration). Il y a énormément de gens qui travaillent sur la migration à l'UCLouvain, il existe des formations continues, des personnes travaillent sur le sujet à la VUB, dans d'autres universités, des centres travaillent sur le sujet. Aujourd'hui, au niveau scientifique, il y a moins de gens qui travaillent sur les classes sociales que sur l'immigration. Il y a moyen de faire un agenda scientifique en mobilisant les sources et les forces qui existent. Plutôt que de refaire un programme sur une nouvelle institution, il faudrait peut-être travailler en réseau sur cette question, mettre en lien ce qui existe dans ces différents endroits pour produire quelque chose de nouveau.

En Région bruxelloise, il existe un endroit qui peut centraliser cela, il s'agit du Brussels Studies Institute (BSI). Des instruments existent déjà pour faire ce travail. Il serait raisonnable de ne pas refaire de grande recherche si l'on n'a pas les moyens de le faire.

Au niveau pédagogique, un ensemble d'associations, dont certaines sont financées par la Commission communautaire française dans le cadre de la Cohésion sociale ou Samenleven par la Vlaamse Gemeenschapscommissie peuvent également assurer une partie de cette dimension de l'axe pédagogique de ce que pourrait être un musée de l'immigration.

L'intervenant insiste sur ces institutions que sont CIRE et VwV, Fédasil et Croix Rouge. Il y a certes 180.000 personnes de nationalités différentes, mais les nouvelles migrations d'aujourd'hui sont des populations excessivement nombreuses et très importantes. Il y a encore aujourd'hui 3.000 demandeurs d'asile dans la rue. Il ne faut pas l'oublier non plus afin que le musée des migrations ne soit pas simplement la célébration de la réussite. L'orateur insiste beaucoup sur ce point.

Concernant l'expression culturelle, entre Poche, Jacques Francq, EspaceMagh, Maison des cultures de Molenbeek, il y a énormément d'endroits qui peuvent avoir des programmations dans une logique de musée des migrations. Pour cela, il faut de la coordination entre ces différentes institutions pour réaliser

les quatre axes qui figurent dans la note telle qu'elle a été établie.

Encore une fois, l'intervenant insiste, il s'agit d'un projet minimaliste au regard de celui qui a été imaginé depuis 2002, mais il est préférable d'avoir un projet qui soit réaliste et possible pour 2030, avec des acteurs dont la plupart travaillent déjà entre eux sur un certain nombre de thématiques, et cela dans une économie qui soit tout à fait réaliste.

L'intervenant se demande s'il est utile d'appeler cela le musée de l'immigration. Il préférerait l'appeler « le musée des Bruxelloises et des Bruxellois », et avoir une dimension inclusive plus large. Dans l'immigration, il y a également les stagiaires de l'Union européenne, l'élargissement de l'Europe et ce que cela a changé en région bruxelloise où les francophones et néerlandophones qui viennent pour leurs études finissent par s'y établir. Dans l'avenir des débats institutionnels, donner une identité de la diversité, de la pluralité ou de la mosaïque de ce qu'est un bruxellois aujourd'hui donnerait plus de formes que d'être dans une dimension mémorielle. Cela ne veut pas dire qu'il faut l'oublier, mais elle doit être plus inclusive et comprendre les flux migratoires internes qui existent depuis toujours. L'orateur insiste sur les étudiants car, sur trois étudiants qui viennent de l'extérieur, deux restent vivre à Bruxelles, en ce compris du côté flamand. On peut reprendre tous les éléments qui ont été dits sur le musée de l'immigration, mais en insistant davantage sur l'identité mosaïque future des Bruxelloises et des Bruxellois plutôt que sur une dimension uniquement mémorielle d'une partie de l'histoire de Bruxelles qui est celle de l'immigration.

4. Exposé de Mme Loredana Marchi, directrice du Foyer VZW, accompagnée de Mme Floriane Paquay

Mme Loredana Marchi remercie la commission pour son invitation. Elle attire l'attention sur un point précis. La veille, elle a été se promener et s'est arrêtée en face du prochain « Kanal ». Elle se demandait si ce n'était pas un endroit parfait pour y installer le musée de l'immigration. Après réflexion, elle s'est dit que c'était une très mauvaise idée car ce lieu coûterait 158 millions au minimum rien que pour assurer une petite partie de la restauration, un contrat de gestion qui prévoit, dans quelques années, une équipe de plus de 100 personnes. L'immigration à Bruxelles mérite une plus grande valeur d'un point de vue spirituel et de la gestion de l'avenir.

L'oratrice ne fait pas une ode au musée existant à Molenbeek. C'est une maison qui est devenue un petit musée. Par contre, elle fait une ode à ce que ce

musée contient, aux récits des personnes. Pour ces 56 vitrines, ils ont eu l'honneur d'avoir 300 personnes qui ont laissé leur récit et qui ont apporté leurs objets. La valeur de tous ces récits a créé quelque chose de particulier. De plus, chaque personne qui vient au musée se sent chez elle et a une cohésion avec tous les récits. Chaque jeune reconnaît dans les photos et les objets ce qu'il a chez lui, alors qu'il ne connaît pas l'histoire de sa famille. Avec ce musée, il y a un levier pour la recherche d'identité. La recherche des racines qui amène à l'identité bruxelloise est fondamentale pour Bruxelles. Il existe des endroits qualifiés pour faire l'archivage ou des recherches scientifiques. Le foyer n'a pas la prétention d'être de ceux qui détiennent les archives de la Région bruxelloise en matière migratoire ni d'être le centre de recherche historique pour cela. Il a la mission d'être une maison, un musée du territoire et d'avoir la possession des récits qui donne une mosaïque de ce que Bruxelles est aujourd'hui et ce qu'elle va devenir demain avec la contribution de tous ses habitants, leurs origines, les langues et les cultures.

Mme Loredana Marchi n'est pas là pour vendre le MMM comme meilleur musée de l'immigration mais pour dire qu'il ne faut pas attendre encore des années pour que ce musée voie le jour.

Mme Floriane Paquay revient sur quelques éléments qu'elle a pu noter dans son mémoire relatif au musée de la migration de Molenbeek. Aujourd'hui, la complexification et la fragmentation des sociétés et des identités ont joué un rôle prédominant dans le paysage muséal qui s'est remodelé au fur et à mesure des années. Des initiatives novatrices ont émergé dans les territoires au sein desquels les populations subissent les conséquences de ces fragmentations. Ainsi, les musées ont été appelés à repenser leurs approches envers les publics et leurs responsabilités sociales ainsi que éthiques.

Dès lors, dans l'obligation de répondre aux demandes des communautés, ils tentent de s'impliquer dans la vie sociale en collaborant avec les communautés dans un mouvement attribué à rendre le droit de la représentation culturelle à leurs propriétaires.

Il ne s'agit plus de musées qui, seulement, réunissent des objets légitimes, dignes d'être nommés et vus, marquant l'accroissement des inégalités sociales. L'intérêt se déplace des collections pour s'orienter vers les publics et, plus encore, vers la société. Ils doivent devenir des lieux d'apprentissage social. Depuis 2010, le participatif et le collaboratif sont mis en exergue dans les musées. Ainsi, suite à ces influences et renouvelaux, aujourd'hui, la définition du musée développée par le Conseil international des musées (ICOM) en 2022 reconnaît l'intérêt

de la participation de diverses communautés et de différents publics dans le travail muséal mais aussi le rôle social des musées. La participation devient un moyen de reconnaissance des droits culturels qui sont essentiels à la dignité humaine et qui défendent la coconstruction d'une société plus juste et égalitaire. Elle apparaît comme un outil nécessaire au musée pour devenir un agent de justice sociale mais aussi un égalisateur de la représentation et de la lutte contre les inégalités. De nombreuses expériences émergent un peu partout dans le monde depuis les années 1960, notamment au Portugal ou en Espagne.

Les musées de migration qui sont de plus en plus présents depuis les années 1990 tentent de s'intégrer dans ces changements mais souvent en vain. Quand bien même, ils essaient de refléter les changements socioculturels ainsi que la société plurielle qui en ressort en remettant en question l'idée de « peuple » homogène, ils sont les héritiers de projets d'affirmation d'une identité communautaire du « nous et des autres ». Ils essaient de construire un discours basé sur l'apport des autres cultures au « nous national » et interrogent les manières dont les immigrés font partie de la nation. L'autre n'existe alors pas au-delà de la vision occidentale. Les musées de migrations deviennent des instruments de la politique multiculturelle en représentant une « identité » inclusive et homogène cachant la complexité des expériences vécues par les immigrés. Souvent, ces musées tentent de mettre en avant un rôle positif de l'immigration et de l'intégration dans la société d'accueil. Ils excluent le regard des autres sur le « nous national ». De plus, ces institutions ont tendance à se construire à partir d'une conception assez statique des migrations qui apparaît en deux étapes : celle de quitter le pays et celle de s'installer dans un autre.

Pour en revenir à la participation muséale aujourd'hui, de nombreux ouvrages tels que « The Participatory museum » rédigé par Nina Simon s'intéressent à la participation dans les musées, ses bienfaits mais aussi sa prédation quand celle-ci est manipulée, quand elle favorise d'autant plus l'inclusion que la démocratie, quand elle ne laisse pas s'exprimer les voix.

Dans la dynamique participative et de prise en compte des individus, nous retrouvons principalement des petites structures qui conçoivent de nouveaux projets visant à établir et renforcer leurs liens avec les différents publics comme des parties prenantes du musée. Le MMM se définit comme un musée fait par et pour les gens. Dans ses projets participatifs, il se réfère à Nina Simon. L'institution supporte des expériences multidirectionnelles à l'opposé d'institutions traditionnelles qui reposent sur la consommation des visiteurs. Les techniques de participation mise en place y possèdent un double objectif : rencontrer

les envies des visiteurs pour un engagement actif et permettre d'approfondir la mission et les valeurs de l'institution. L'important se situe dans sa méthode d'élaboration du projet qui naît de partenaires qui vont favoriser la création d'un espace social propice à l'échange.

Le MMM, en tant que projet d'une association de la société civile représentée par l'asbl Foyer, mobilise les citoyens au niveau local et national. Ils participent de manière dynamique à l'amélioration de la qualité de la vie quotidienne et à un développement équitable d'un environnement sain. Le MMM s'est constitué dans une dynamique de reconnaissance des immigrés actuels et passés de Bruxelles et de leurs descendants. Pour ce faire, le musée s'est développé autour de l'implication d'une communauté, celle des citoyens bruxellois issus de l'immigration. Il leur permet de raconter et d'exposer leur patrimoine, la mémoire migratoire sous forme de récits de vie.

Conserver ce patrimoine immatériel en terre d'accueil pour les immigrés est un moyen d'affronter le nouvel environnement. Individuellement, le récit de vie permet de se lier à l'autre, d'affirmer sa singularité et de s'intégrer dans la société. Ce qui est favorisé au MMM est l'émancipation de tous les membres de la population.

De plus, le MMM réalise de nombreux partenariats permettant les apports d'associations locales mais aussi de personnes qui proposent un travail utile à l'institution. Ainsi, ces individus développent des compétences comme la créativité et l'innovation. Les projets participatifs permettent aussi de donner confiance et de devenir des citoyens productifs. La valeur sociale produite crée un lien avec l'institution. L'espace muséal tend à se démocratiser puisque tout un chacun y possède sa place.

La collaboration avec les communautés permet la multivocalité et rafraîchit le discours migratoire qui change constamment. Elle ne donne plus à voir une expérience positive et figée des migrations mais la diversité et la complexité de celles-ci. Elle permet aussi d'être attentif aux termes et images utilisées dans la muséalisation des communautés issues de la migration.

Par ailleurs, les professionnels deviennent progressivement des facilitateurs pour permettre la cohérence, la pertinence et l'esthétique des contributions des publics. En effet, les projets participatifs rendent les relations plus fluides et plus équitables entre les membres du personnel, les visiteurs et les participants. La gestion devient transversale et les pouvoirs se déplacent au gré des exigences et des projets.

Ainsi, le MMM favorise quotidiennement le développement local en proposant des méthodes d'exploitation des trois ressources principales du territoire : le capital culturel dans sa relation aux cultures vivantes des habitants, le capital social qui s'enracine dans le patrimoine et la culture en retirant des éléments de responsabilité, de coopération, d'échange et de confiance et le patrimoine économique comme source de production, de transformation et de diffusion. Les partenariats permettent d'accroître la visibilité du musée mais aussi de l'aider à assumer sa responsabilité sociétale.

Néanmoins, le travail du MMM se trouve parfois mis en difficulté en raison d'un manque de moyens humains et financiers. La participation est bien présente mais pourrait être améliorée, notamment en rendant le comité participatif plus actif ou encore en permettant davantage de moyens humains dans la rencontre avec les personnes. Par ailleurs, alors que l'espace muséal du MMM peut paraître restreint et empêchant le développement de diverses thématiques, par son travail, le musée étudie actuellement la possibilité de mettre sur pied un projet de musée de territoire contredisant cette critique. Au-delà de permettre un agrandissement de l'espace muséal, ce projet a vocation de rendre le musée plus accessible aux publics en se présentant dans des restaurants, des cafés, des associations sur le territoire bruxellois. Il permet aussi davantage de rencontrer les habitants de Molenbeek et de toutes les communes de Bruxelles qui participeront à son élaboration dans leurs lieux de vie. Enfin, cela permet de renforcer la patrimonialisation et la muséalisation de ce qui est aujourd'hui invisible et qui, pourtant, apparaît comme très important à être reconnu.

5. Exposé de Mme Fatima Zibouh, docteure en sciences politiques et sociales, experte en diversité et inclusion

L'intervenante est ravie d'être présente afin d'évoquer un sujet très important pour Bruxelles qui est la capitale la plus multiculturelle d'Europe. Ce sujet lui tient fort à cœur d'un point de vue personnel car elle est issue de cette immigration. C'est une question qui la touche énormément au point de vue émotionnel de par cette histoire qui, aujourd'hui, n'est pas encore suffisamment valorisée, enseignée et transmise. Elle ressent beaucoup d'émotion à chaque fois qu'elle en parle parce qu'elle voit partir ses pionniers de l'immigration. Un proverbe africain dit que lorsqu'un vieillard meurt c'est une bibliothèque qui flambe. Cela a été particulièrement le cas avec la crise de la Covid où beaucoup de ces personnes de la première généra-

tion ont disparu, et en particulier, ceux des quartiers populaires.

Les jeunes de la troisième ou quatrième génération sont en demande de connaître cette histoire et sont à sa recherche car elle n'est pas transmise dans les familles parce qu'elle est assimilée à beaucoup trop de souffrance, de tristesse et de traumatismes. L'intervenante a encore le souvenir de son grand-père lorsqu'elle lui posait la question de savoir comment s'est passée son arrivée en Allemagne d'abord. Il lui répondait « Stop. On n'en parle pas. ». Il est parti aujourd'hui et elle ne connaît pas suffisamment son histoire. C'est problématique car l'on sait très bien que la valorisation de l'histoire, la reconnaissance, cette contribution de ces premières générations de l'immigration contribuent à une forme de reconnaissance qui permet de construire des citoyens qui se sentent pleinement à l'aise, des acteurs dans cet espace qui est Bruxelles.

L'oratrice a trois casquettes. La première est plutôt académique. Elle a un doctorat sur les expressions culturelles et artistiques dans lequel elle a consacré une partie à aller à la recherche des pionniers de l'immigration marocaine qui ont joué un rôle actif dans le domaine artistique. Dans ce cadre, elle a réalisé que des gens jouent un rôle majeur dans les années 60 et 70 et, aujourd'hui, sont complètement inconnus. Certains sont encore éducateurs dans des maisons de jeunes. Ce sont les oubliés de cette contribution alors qu'ils ont joué un rôle clé au niveau politique, au niveau de l'identité. Lorsqu'on les entend sur l'histoire des expropriations dans le quartier nord, par exemple, ils ont beaucoup de choses à nous apprendre et pas seulement sur l'immigration, mais également sur l'histoire de Bruxelles.

Sa deuxième casquette est son engagement pour Bruxelles depuis 20 ans. Elle a vécu quelques expériences marquantes. Par exemple, en 2004, l'Espace mémoriel immigration marocaine (Emim) où une série d'événements ont permis de commémorer cette histoire marocaine et où l'on découvre des choses qui n'ont pas été apprises à l'école, ce qui a permis de créer une soif d'apprendre et d'en savoir plus. Il y a eu des initiatives comme « Karima », le centre d'archives de l'immigration marocaine où l'on voit qu'il y avait véritablement une volonté d'en savoir plus. En 2014 une exposition sur les femmes de migration été organisée. On parle souvent des hommes ouvriers, mais pas assez des femmes. Il a été constaté qu'il y avait un besoin de pouvoir voir cette partie de la contribution de femmes qui n'ont rien demandé et qui sont venues en Belgique dans le cadre du regroupement familial. Il y avait un besoin très clair de pouvoir avoir des espaces d'exposition, de conférence dans lesquels on parle de cette contribution.

Enfin, il y a Bruxelles 2030. L'objectif est que Bruxelles soit la capitale européenne de la Culture. Au-delà de cette candidature, il y a aussi l'objectif de réfléchir sur un projet de ville. Il y a ici un formidable prétexte, une belle opportunité afin de réfléchir à ce qu'est ce « nous bruxellois ». M. Rea parlait de la commission de 2002 qui a fait un travail énorme. Lorsque l'oratrice a fait sa thèse, elle a vu un texte de 1981, année de sa naissance, dans lequel Anne Morelli plaidait pour ce musée de l'immigration. En 2023, on se pose encore la question. Il y a des initiatives qu'il faut vraiment saluer et qui ont le mérite d'exister, qui viennent répondre à un besoin mais qui, en même temps, ne bénéficient d'aucun moyen. En 2023, il n'y a pas encore de musée qui a l'ambition et qui soit à la hauteur d'une ville dont on se vante qu'elle soit aussi multiculturelle. Il y a clairement urgence, d'autant plus que les archives disparaissent. Dans les personnes issues de la migration, il n'y a pas toujours cette tradition de conserver les radiocassettes qui permettaient de faire de la correspondance.

L'oratrice à trois questions en écoutant les précédentes interventions sur lesquels il faut répondre. C'est une réflexion collective qu'il faut avoir. La première question est celle du périmètre. Cet espace doit-il avoir une portée régionale, fédérale, avec une dimension européenne ou simplement une portée locale comme c'est le cas actuellement ? Ensuite, la deuxième question est celle de la dénomination. Parle-t-on du musée de l'immigration, du musée de la diversité, du musée des Bruxellois ? Ce n'est pas une question anodine. Elle est porteuse de la vision que l'on veut avoir de ce type d'espace qui tourne autour de Bruxelles. Le musée de l'immigration parle à tout le monde ? La troisième question sur laquelle il faut trancher est l'enjeu de l'infrastructure, l'enjeu de l'espace. Ce n'est pas un détail.

C'est la question de la symbolique de cet espace. Quelle est la narration à travers cet espace ? Quel est le lien avec cette histoire, sur ce récit ? En termes de budget, il est clair que c'est une question politique. La question des budgets qui sont accordés est interpellante. Pour préparer « Bruxelles ville du cyclisme » en 2030, 1 million d'euros a été dégagé par la ville de Bruxelles. Ce sont des réalités. Il s'agit de choix politiques sur lesquels il faut pouvoir discuter. Qui plus est, il faut rappeler que la Région est endettée de 10 milliards d'euros de dettes. L'oratrice a même lu que, en 2028, la Région va approcher les 19 milliards d'euros de dettes. Il est clair qu'il n'y aura donc pas de projet d'une nouvelle infrastructure à Bruxelles.

La question qui se pose est de savoir ce qu'il faut faire pour investir sur l'existant. L'oratrice entend la sagesse du professeur Rea sur le côté pragmatique mais elle a envie de parler d'ambition forte et de faire en sorte, aujourd'hui, qu'il y ait une mobilisation dans

les acteurs de la politique que ceux de la société civile pour avoir un espace qui soit à la hauteur de la fierté qui fait Bruxelles, à savoir la diversité. L'intention est présente lors de la rédaction de la déclaration de politique gouvernementale. Une commission a été mise en place au sein du cabinet, mais il faut évaluer ce qui s'est passé. À la dernière réunion, ils étaient trois personnes autour de la table. Il faut pouvoir analyser pourquoi cela n'a pas permis d'aboutir à quelque chose de fort. On arrive en fin de législature et l'on en est encore à être dans une commission à se questionner sur ce qui sera fait. Cela veut dire que, aujourd'hui, les députés sont en train de préparer le programme pour les prochaines élections et l'oratrice espère que la question de cet espace aura plus d'espace dans leur programme politique pour la prochaine législature et que cela se fera aussi avec le soutien du monde académique et des acteurs associatifs.

L'oratrice a eu l'opportunité de pouvoir visiter le musée Ellis Island et a été très impressionnée par ce musée. Il est vrai qu'il n'est pas complet mais s'il est là aujourd'hui, c'est parce qu'il y a des entrepreneurs italiens qui ont permis, avec leurs fonds privés, de faire en sorte que cet espace existe. Il y a aujourd'hui une vraie question qui se pose sur la collaboration du public et du privé pour faire en sorte que ce genre d'espace existe. Elle cite également la cité de l'immigration à Paris qui vient tout juste d'être rénovée. Lorsque l'oratrice avait été la voir il y a quelques années, elle avait trouvé cela magnifique. Lorsque les gens ont l'occasion de voir ce genre d'espace, quelque chose se passe en termes de projection. Ils ont l'impression d'exister. Au musée de l'immigration à Bruxelles, on parle des réfugiés, des primo arrivants et ceux qui sont là depuis trois ou quatre générations qui n'arrivent pas toujours à se retrouver par rapport à ses primo arrivants.

Même si elle n'a encore jamais eu l'occasion d'y aller, l'intervenante est très inspirée par le Centre des mémoires montréalaises qui va rouvrir ses portes bientôt. La mission de cet espace est de « valoriser la diversité des identités montréalaises et de leurs histoires à travers des expériences humaines authentiques et inclusives où les citoyennes et citoyens se racontent et se rencontrent. » On ne parle pas d'immigration dans la mission de cet espace. On y parle de la diversité des montréalais, de leurs histoires, des expériences humaines et, surtout, de quelque chose qui est fondamental dans une ville comme Bruxelles c'est un espace de rencontre. Aujourd'hui, à Bruxelles, vantée d'être la ville la plus multiculturelle, il y a en réalité très peu d'espaces de rencontre. Bruxelles est comme un archipel où il y a plusieurs îles dans un même espace mais il faut encore construire des ponts afin de pouvoir se parler.

Lorsque l'on fait le tour de Bruxelles, on y trouve des personnes qui gravitent autour des institutions européennes, autour de Molenbeek, le clivage avec Schaerbeek, etc. Les espaces de rencontre sont plus que jamais nécessaires dans une ville où les frontières sociales sont très fortes.

Ce Centre est un musée citoyen qui travaille de concert avec la population montréalaise pour livrer les récits des communautés qui y vivent et, pour raconter l'histoire de la ville, ils prévoient une panoplie d'activités pour rappeler la mémoire de ceux et celles qui façonnent l'identité des montréalais. C'est un projet de transformation et c'était, juste avant, le Centre d'histoire de Montréal qui a été transformé en Centre des mémoires montréalaises. C'était clairement le fruit d'une démarche de co-création citoyenne. Cela n'empêche pas la proposition de M. Rea qui parle de mise en réseau avec des espaces existants.

Lorsque l'on parle du territoire, on a besoin de décentralisation. Il faut rajouter à cela la dimension virtuelle de collaboration avec des lieux comme la Fonderie, Belle-Vue et le CBAI qui dispose aussi d'un centre d'archives.

Mme Loredana Marchi a peut-être eu une intuition en passant près de Kanal hier. Peut-être que là, dans cet endroit où il y a tant de millions d'euros à injecter, où l'on dispose de l'équivalent de trois terrains de football, il y aurait une possibilité d'investir cet espace pour en faire ce lieu où le point de départ serait le MMM avec l'évolution de cet espace dédié au territoire ? Lorsque les grands-parents de l'oratrice sont arrivés à Bruxelles, ses oncles ont travaillé en dessous du canal pour construire le métro. Certains de ses oncles sont partis, d'autres ont des problèmes de santé parce qu'ils ont contribué de leurs propres mains et de leur propre sueur à l'édification de cette ville. Le canal est donc un symbole important. On sait que, dans les années à venir, le nouveau centre de Bruxelles se déplacera vers la zone Ouest sur base de la configuration de métro.

Il existe d'autres pistes pour des lieux à investir. L'oratrice a eu l'occasion de rencontrer M. Pascal Smet qui lui a cité plusieurs lieux. Le débat est ouvert mais il faut de l'ambition pour avoir un espace dédié à l'immigration qui soit digne de ce nom.

Mme Loredana Marchi (directrice du Foyer VZW) précise que plusieurs personnes sont venues de Montréal visiter le musée MMM et ont déclaré que c'était exactement ce qu'ils faisaient à Montréal. Concernant le musée Kanal, elle pense que les personnes qui détiennent le patrimoine de l'immigration se sentiraient bien dans cet espace.

6. Exposé de M. Mohamed Ouachen, directeur artistique de Diversité sur scènes

L'intervenant, artiste bruxellois, précise que cela va lui être difficile de passer après toutes ces interventions. Il a donc écrit un petit texte qui est un dialogue avec sa fille âgée de sept ans :

- Papa, papa, on va où ?
- On va au musée.
- Mais j'ai pas envie d'y aller.
- Je ne t'ai pas demandé ton avis.
- S'il te plaît papa, je veux aller à la foire.
- Écoute, si on va au musée pour papa, on ira à la foire pour toi.
- D'accord.
- On arrive tout juste à l'heure pour le spectacle de marionnettes. C'est l'histoire de Francisco, Pedro et Abdelkader, trois immigrés qui arrivent en Belgique pour travailler. En même temps, ces trois histoires se passent à des époques différentes. Tu vois là ? C'est l'exposition des voitures qui ont traversé le pays entre leur pays d'origine et le pays d'accueil. Ici, d'ailleurs, c'est la Peugeot 504 avec le porte-bagage qui monte jusqu'au plafond. Ça fait 10 m de haut. Tu peux même y monter avec l'échelle sur le côté.

À l'intérieur, il y a un toboggan qui descend jusqu'en bas. Lorsque tu descends, ça descend doucement et tu peux voir tous les portraits, un petit peu comme si la vie défilait devant tes yeux. Juste, c'est un bidonville. Tu peux sauter sur les matelas, ce sont des trampolines, comme les enfants à l'époque. À l'intérieur c'est leur enfance, à l'extérieur c'est ce qu'ils et elles sont devenus une fois adultes. Juste là, tu peux faire un dessin sur le mur du salon. Vas-y, dessine. Vas-y, vas-y, je te laisse deux minutes.

L'intervenant propose d'imaginer le musée de l'immigration de demain à partir de cet enfant, cet enfant que vous avez été. Ce prisme nous permet peut-être de rêver un musée plus ambitieux, avec, en effet, des archives, un travail de recherche, mais également des présentations d'œuvres artistiques grandioses. L'art et la culture peuvent être un bon canal. Il propose de fermer les yeux et d'imaginer un instant un musée plutôt attractif, encore mieux que la foire lorsque nous étions enfants. Il voit des images, des petits nuages, et propose aux députés de rêver pour, ensuite, bud-

gétiser. On ne peut pas dire aujourd'hui, pour utiliser une métaphore, « prépare-nous un tajine au poulet et tient deux oignons ». Il n'y a pas de poulet.

- Tu en penses quoi Ania ?
- De quoi papa ?
- Du musée.
- Quel musée ?

Changeons nos paradigmes et réinventons notre imaginaire à la lumière de cette génération qui arrive.

L'orateur précise qu'il est parfois difficile d'imaginer un monde dans un cadre réaliste, comme le dit le professeur Rea. Les artistes ne sont pas réalistes. Le fait de ne pas l'être leur permet de réinventer le monde et, dans ce cas particulier, réinventer Bruxelles. En effet, le musée de l'immigration doit être à l'image de ce qui est et de ce qui a été Bruxelles, mais doit également passer par l'imaginaire de ce que deviendra Bruxelles. Pour cela, il faut penser à la génération actuelle qui est déconnectée des lieux artistiques mais qui est présente sur les réseaux sociaux et qui peut réinventer la ville de demain.

7. Échange de vues

M. Jamal Ikazban (PS) remercie sincèrement les orateurs pour leurs interventions. Il a le plus grand respect pour toutes les personnes qui se sont exprimées. Elles sont vraiment à l'image de Bruxelles et de toute la qualité, l'intensité et l'énergie que l'on trouve dans la Région. On n'a pas toujours l'occasion de mettre en évidence et à l'honneur tout leur travail réalisé au quotidien depuis de nombreuses années. Il les remercie également pour leur franchise et pour leur enthousiasme.

Les points de vue des orateurs sont nuancés et permettent d'enrichir le débat. En même temps, il entend la frustration et la peur de certains que, dans 10 ans, la situation n'évolue pas. Le député ne va pas essayer de comprendre ce qu'il s'est passé pendant 20 ans et ce qui fait qu'un projet pareil a du mal à avancer. Il constate simplement qu'en 20 ans le monde a changé, le monde a même été bousculé. Par exemple, dans la commune de Molenbeek, la population roumaine a dépassé la population italienne, espagnole et française.

Ce qui transparaît également dans les interventions est l'on continue à parler des Bruxellois d'aujourd'hui comme des immigrés. Il faut effectivement un musée qui parle de l'histoire mais il faut peut-être parler de l'histoire des Bruxellois d'aujourd'hui. Il y a

néanmoins un problème en toile de fond. On continue à considérer les Bruxellois d'aujourd'hui comme des immigrés dans toute leur personnalité et tous leurs aspects.

Le député a fait un petit exercice et il a constaté que, sur 20 ans, il y a effectivement eu des problèmes budgétaires. En 20 ans il y a eu les attentats du 11 septembre, la découverte de Ben Laden, Daesh, les invasions en Irak et en Syrie, la crise des réfugiés, les attentats de Charlie hebdo et les attentats de Bruxelles. Tout cela est un climat qui ne favorise pas l'émergence de ce type de projet. Il ne faut pas se voiler la face. Ce genre d'événements qui viennent bousculer le monde et les préjugés qui les accompagnent n'ont pas facilité les choses.

Le député accorde une importance particulière aux archives et à l'histoire. Il n'est pas historien mais il a son histoire personnelle. Son papa, qui a disparu il y a deux ans, lui racontait énormément d'histoires et d'anecdotes. Il écrit d'ailleurs beaucoup au sujet de son papa et de ce qu'il lui a raconté. Il sait qu'à certains endroits des documents et des objets ont été recueillis, mais ne faudrait-il pas faire un travail de conservation également dès à présent dans les familles ? Ne faudrait-il pas récolter des documents, des vidéos avant que les gens ne disparaissent ? Malheureusement les anciens nous quittent petit à petit et les mémoires s'effacent. C'est une très grande frustration.

Les orateurs ont posé le débat de savoir s'il faut un grand musée ou un musée moins grand par l'espace mais grand par la qualité et la consistance de ce qu'il raconte. Par contre, ils n'ont pas évoqué la dimension du culte pour toutes les immigrations. Pourtant, c'est un élément extrêmement important dans l'histoire de l'immigration et dans la façon dont les immigrés se sont organisés, ont organisé leur solidarité et leur culte avec leurs propres deniers.

Cela fait également partie de l'histoire de l'immigration et il ne faut pas le cacher. Le député a grandi dans une rue, à Molenbeek, où se trouvait une synagogue. Cette synagogue n'est plus là aujourd'hui mais a été reproduite au musée juif. Il est important de parler des premiers lieux de culte, de la façon dont les gens se sont organisés, etc. La dimension du culte est importante pour l'histoire. Le musée doit aider à construire le vivre ensemble dans l'avenir, ainsi que le rapprochement des uns avec les autres.

Encore aujourd'hui, beaucoup de gens continuent à être surpris d'avoir une immigration qui maintient la religion. Il n'y a pas que des musulmans dans les nouvelles vagues d'immigration, il y a également beaucoup de catholiques et de protestants. Le papa du député, qui était la première génération marocaine

à arriver en Belgique, lui racontait qu'il n'y avait pas de boucherie halal et qu'il allait dans une boucherie kasher rue de Brabant. Ce musée doit servir demain comme projet pédagogique et comme lien entre toutes les diversités.

Une oratrice a dit qu'il ne fallait pas faire d'ode au MMM. Au contraire, le député estime qu'il faut le faire parce que cela a pris tellement de temps pour faire émerger ce projet important qui parle des gens, de leur vécu et de leurs histoires.

Le groupe de travail s'est quand même réuni, même si, à certains moments, cela a été difficile. L'intervenant demande si les participants ont pensé à la manière de construire une collaboration avec ce qui existe à Bruxelles. En effet, nombreux sont les acteurs, institutions et organismes qui détiennent des documents et des archives intéressantes et importantes.

Les mémoires de l'histoire des familles disparaissent car rien n'est clair dans ce que l'on veut faire demain. Tout cela va disparaître. Il arrivera un moment où les moyens seront trouvés pour créer cet espace. D'ici là, beaucoup de matières et d'éléments auront disparu. Un élément qui rassemble tout le monde est la nécessité de réaliser ce travail de collecte et de conservation des documents et des archives.

Le député n'a pas très bien compris la remarque suivant laquelle cet espace ne doit pas seulement commémorer les réussites. Qu'entend-on par réussite ?

Concernant le nom du musée, il va falloir se mettre d'accord sur l'appellation de cet espace. Le député est dubitatif quant au nom à lui donner. Il n'y a rien de pire que de créer une infrastructure dans laquelle les gens se ne se reconnaissent pas. Si les gens ne s'identifient pas, le but n'aura pas été atteint. Il ne s'agit pas seulement des populations issues de l'immigration, mais également des autres. Il est vraiment important que cet espace parle vraiment de l'histoire des Bruxellois et Bruxelloises d'aujourd'hui.

Mme Latifa Aït-Baala (MR) remercie les différents intervenants. Néanmoins, elle reste sur sa faim. Lorsqu'elle entend certains propos, elle trouve qu'il est extraordinaire que, depuis plus de 20 ans, on parle de cette idée d'un musée des migrations. Il en était déjà question en 2002 dans le plan régional de développement, le projet est inscrit également dans l'accord de majorité, et il est également prévu dans le cadre du plan de lutte contre le racisme de la secrétaire d'État, Mme Ben Hamou. Il n'y a pas eu grand-chose au fil de ces 20 années alors que ce sont toujours les mêmes à la manœuvre.

Pour résumer, il n'y a pas de budget. Il y a trois options qui sont l'extension du foyer, la poursuite éventuellement de la recherche d'un lieu (le plan Kanal, pourquoi pas, c'est un lieu qui est effectivement symbolique), ou abandonner le projet, ce qui reste une option.

Pour en revenir à la question du musée des migrations et des concepts qui sont utilisés, les migrations font évidemment partie de l'ADN de notre Région. Sans les migrations, l'image de la Région ne serait pas celle qu'elle est aujourd'hui, la plus cosmopolite au monde. Il n'y a pas un domaine au sein de la Région qui ne soit évidemment concerné par la question des migrations. Notre société n'est pas homogène, les mouvements de population ont toujours existé partout à travers le monde.

Lorsque l'on parle d'immigration, il serait également intéressant de définir ce qu'on entend par là. Est-ce que l'on parle des migrants, des immigrants, des expatriés ou des réfugiés ? Une partie de la population a quand même été oubliée, ce sont ces 500.000 Belges expatriés qui font aussi partie de ce pays et de la mémoire de cette Région. Cette sémantique est importante. On a entendu parler de l'identité bruxelloise et de reconnaissance. C'est évidemment essentiel. Fondamentalement, la députée a vraiment l'impression que le cadre n'a jamais été réfléchi, même si un groupe de travail a été mis en place par le gouvernement. Ce groupe de travail a, *a priori*, élaboré un rapport dont les parlementaires n'ont pas eu connaissance. La députée regrette le manque de communication entre les services du Gouvernement et ceux du Parlement.

La valorisation de la mémoire et l'histoire de l'immigration sont essentielles, mais, manifestement, les ambitions ne sont pas la hauteur. À qui la faute ?

La Cité des migrations à Paris a été citée, mais ils ont des moyens bien plus colossaux que n'en a la Région. Il a été rappelé que, aujourd'hui, il n'y a pas du tout de budget pour cela.

La députée a été visitée à deux reprises le musée de Mme Marchi. Cette dernière a regretté le fait qu'il n'y ait pas eu de financement public. Les autorités disent que les questions migratoires sont une préoccupation et qu'il faut travailler sur la question de la mémoire qui fait partie de notre identité. À côté de cela, l'organisme de Mme Marchi ne bénéficie d'aucun soutien. Quelle analyse fait-elle de cette situation ? Pourquoi son musée n'est-il pas davantage soutenu ?

Concernant la question de collaboration qui pourrait exister entre les différentes institutions, comment M. Rea voit-il ce réseautage ? Au-delà de la mise en réseau, il reste toute la question du financement, mais

également la question de la gouvernance. Où en sont les discussions ?

Quelles sont les prochaines étapes en ce qui concerne le groupe de travail ? D'autres rendez-vous sont-ils à l'ordre du jour ? Il est évident qu'un travail a déjà été fait, mais on n'en est nulle part, au grand regret des députés.

M. Ahmed Mouhssin (Ecolo) remercie l'ensemble des intervenants. Il est assez surpris de la tournure que prennent les choses. Il y a aujourd'hui des experts qui se réunissent depuis plusieurs années et qui posent des questions. Alors que l'objectif de ce groupe de travail était d'apporter des réponses. Lorsque les intervenants ont été réunis par le ministre Vervoort, ont-ils eu une lettre de mission qui définissait précisément leur travail ? Cela semble évident que l'on fixe un cadre ou le type de lieu qui va être aménagé. Entre aménager une maison de 300 m² ou 4.000 m², il y a une différence.

Les objectifs de ce musée ont-ils été fixés ? On peut ne pas être d'accord avec le nom mais il s'agit du musée des migrations et c'est dans ce cadre-là que le travail a été effectué. Est-ce que des missions ont été fixées, comme, par exemple, le volet de l'archivage, le volet du centre de documentation, etc. Est-ce que dans cette lettre de mission, si elle existe, une série de missions a-t-elle été fixée, le public qui devrait venir dans ce musée et le nombre de personnes attendues ? En effet, 100 personnes par jour ou 10 personnes par jour, c'est différent.

Le député s'interroge sur la méthode. Le groupe de travail a été réuni par le ministre et, en 2022, ce dernier a dit qu'un budget de 90.000 euros avait été mis à disposition à ce groupe de travail. Ils ont visité un musée à Molenbeek et n'ont pas eu l'opportunité d'aller voir d'autres musées. Ils auraient pu aller à Paris ou au Québec si ce musée était si intéressant. Ils auraient également pu engager une personne pour travailler sur cette question. Le député demande ce que le groupe de travail a fait de ces 90.000 euros. Comment ont-ils été utilisés ? Le groupe de travail a-t-il fait appel à d'autres experts, organiser des colloques, ou demander une recherche ? Beaucoup de choses auraient pu être faites. Lorsqu'il regarde les intervenants, il a l'impression qu'ils n'étaient pas au courant de tout cela.

Le député demande si le groupe de travail a organisé des rencontres ? Il a commencé en 2020. Quel a été le rythme des rencontres, ont-ils une liste des personnes ou des associations qui ont été rencontrées et des lieux qui ont été visités ? Il y a beaucoup de lieux extrêmement intéressants.

L'intervenant précise à M. Andrea Rea que ces auditions sont organisées en suivi des jeudis de l'hémicycle qui se tiennent au Parlement francophone bruxellois. L'usage est de donner un suivi qui peut être une visite, des auditions ou des recommandations. Il a été décidé de traduire le suivi par cette rencontre. La deuxième raison est qu'un budget de la Commission communautaire française a été débloqué dans le cadre du musée des migrations. Voilà pourquoi cette rencontre a lieu aujourd'hui, même si cela aurait peut-être eu plus de sens de le faire à la Région.

Cela fait longtemps que la question est abordée. L'intervenant a été député de 2009 à 2014 et de 2019 à aujourd'hui. L'une des premières questions qu'il a posées au ministre Picqué en 2010 portait justement sur la question de ce musée des migrations. Il y a très souvent des accords politiques. Il y avait, d'un côté, pour Mme Spaak, le musée de l'Europe et, de l'autre côté, pour M. Hutchinson, le musée des migrations. Il se trouve que 900.000 euros avaient été débloqués. Le projet est tombé à l'eau lorsqu'il a fallu trouver les frais de fonctionnement qui devaient venir de la Communauté française et qui ont été réorientés vers un autre projet. Ce dernier projet fonctionne bien, on ne va pas le stigmatiser et laisser entendre que c'est à cause de lui que le musée de l'immigration n'existe pas, mais ce sont des choix politiques.

Faut-il un lieu emblématique ? Lorsqu'ils ont identifié des lieux, tous les ministres précédents ont identifié des lieux emblématiques, que ce soit Tour et taxis (les douanes) ou le petit château. À Paris, lorsque le musée a été construit, cette question du lieu, de son identité, de son passé et de sa taille était au cœur des débats. Le député a le rapport du ministre Jacques Toubon sur la mission de préfiguration du centre de ressources et de mémoire de l'immigration. Cette question du lieu a fait débat. Ils en sont arrivés à la conclusion qu'il fallait un lieu emblématique. Les orateurs ont-ils pu prendre connaissance de ces débats ? Depuis 2000, il y a eu le temple de la bière, le musée du chat, Kanal, etc. Lorsqu'il y a de la volonté politique, les budgets suivent. Le ministre Vervoort a-t-il donné au groupe de travail un cadre financier dans lequel ils pouvaient travailler ? Sans cadre financier, c'est effectivement impossible.

Le député imagine que le groupe de travail a pris contact avec une série de personnes et qu'ils ont pu identifier des sites potentiels. Ils ne peuvent pas faire une étude de faisabilité car c'est l'administration régionale qui peut le faire. Un travail d'identification de lieux et d'étude de faisabilité a-t-il été fait ? Quelle collaboration le groupe de travail a-t-il eue avec l'administration de la Région bruxelloise et le cabinet du ministre Vervoort ?

Un des éléments importants qui doit être analysé est la forme juridique et les moyens financiers qui doivent être mis dans ce futur musée. Est-ce que le groupe de travail a eu une réflexion sur la forme juridique que devait avoir l'institution et quelles étaient les différentes pistes, les avantages et désavantages de ces différents postes ?

La question du nom est importante. Lorsque, en 2013, le député avait interpellé M. Madrane sur le même sujet. L'une des principales réflexions était de savoir si cela devait être le musée des migrations, de l'immigration ou le musée de la diversité ? Cela dépend du contenu. Est-ce que le groupe de travail a une réflexion sur la période historique ? Il faut savoir quelles sont les dates de début. Quelles seront les thèmes centraux qui doivent être abordés ? La question de la religion peut être un sujet mais la question du syndicalisme également. On sait à quel point le syndicalisme et l'immigration ont été de pair parfois et à quel point le syndicalisme a été un outil d'émancipation des personnes issues de l'immigration. Sur les différents thèmes ou les thèmes centraux, cette question-là a-t-elle été abordée ? Les orateurs peuvent-ils éclairer les députés sur ce sujet ?

Au niveau des comparaisons internationales, le député constate qu'il y a des points de vue différents. Il y a deux points de vue sur le musée à Paris, par exemple, une appréciation plutôt positive et une négative. Cela a-t-il été évoqué ?

Les députés n'ont pas reçu le rapport, mais le cabinet Vervoort les avait avertis qu'ils le recevraient à la fin de l'année 2023. Il est de notoriété publique que, lorsqu'un cabinet reçoit un rapport, il l'analyse et le transmet aux parlementaires. Le député est convaincu qu'ils recevront ce rapport.

Le député a néanmoins une série de questions concernant la suite. En 2022, au moment où le groupe de travail a déposé son rapport intermédiaire, le ministre Vervoort a refixé le cadre. Il avait demandé au groupe d'experts de discuter de la méthodologie de travail avec l'ambition de préciser davantage les objectifs du musée des migrations. Depuis juin 2022, le groupe de travail a-t-il travaillé pour mieux les identifier ? Le but sera d'identifier un partenaire qui pourrait atteindre les objectifs et réaliser les indicateurs-clés de performance à un horizon de cinq années. Le député comprend que, une fois que le musée idéal aurait été identifié, il est souhaitable qu'un partenaire soit identifié à qui l'on donnera des missions, un petit peu comme pour Kanal.

Le groupe de travail a-t-il identifié ces indicateurs-clés qui permettront de trouver l'acteur qui, pendant les cinq prochaines années, travaillera sur la mise sur

piéd du musée de l'immigration ? Quelles seront les performances attendues au bout de ces cinq ans ?

Mme Gladys Kazadi (Les Engagés) remercie les orateurs pour leurs interventions et la présentation de leurs différents points de vue des enjeux qui se posent face à ce projet tellement attendu dans la perspective de faire justice à l'histoire et à la mémoire des valeureux anonymes qui ont indéniablement façonné le paysage bruxellois et aussi permis son développement socio-économique.

La migration est inhérente à l'histoire de l'humanité. Elle a de tous les temps façonné et métamorphosé les territoires et les sociétés humaines dans leur existence en tant que communauté politique tant du point de vue économique, culturel et politique.

Les orateurs l'ont indiqué dans leurs interventions, l'initiative d'ériger à Bruxelles un musée des migrations remonte déjà à plus de 20 ans et l'on ne peut que regretter que ce projet n'ait pas encore pris forme dans notre belle capitale aux riches couleurs de la diversité.

À l'heure où Bruxelles prépare sa candidature au statut de capitale européenne de la culture pour 2030, date à laquelle la Belgique célébrera son 200^e anniversaire, la députée appelle de tous ses vœux que l'on puisse avancer concrètement et avec ambition pour que ce projet devienne une réalité.

Dans la perspective qui se dessine, il est indéniable que l'aboutissement de ce projet contribuerait à la valorisation d'identités plurielles de la population bruxelloise, l'inclusion et la promotion de la diversité culturelle.

Après avoir entendu les orateurs, la députée n'a pas le sentiment d'avoir eu le retour d'un groupe de travail mandaté pour travailler ensemble autour de la question du musée des migrations, mais plutôt d'entendre chacun pour partager individuellement son point de vue. Est-ce volontaire, dans l'affirmative, quelle est la raison de ce choix ?

Néanmoins il lui vient à l'esprit de vouloir comprendre dans quelle temporalité et selon quelle dynamique de complémentarité les différentes formes et générations de migration devraient se côtoyer pour former une sorte de symbiose dans les récits ?

Comment pourrait-on écrire des supports pédagogiques à partir des archives de notre patrimoine culturel ? Comment cela pourrait-il être aménagé ?

Quel est l'enseignement que le groupe de travail a pu apprendre des études antérieures sur la faisabilité du projet, et quels sont les défis actuels ? Cela fait

plus de 20 ans que l'on travaille dessus. Est-ce que cette question est en train d'évoluer ou non ?

Enfin, de quelle manière le groupe de travail positionne le projet par rapport aux enjeux actuels et futurs qui prennent en compte le comportement que les pouvoirs publics peuvent avoir à l'heure actuelle par rapport aux vagues de migration comme facteur, notamment, de souffrance des migrants ?

Mme Joëlle Maison (DéFI) précise que, dans sa formation politique, ce sujet a toujours été une préoccupation importante. Mme Fatoumata Sidibé, ancienne députée DéFI, a été la première à déposer une proposition de résolution en faveur de l'instauration d'un musée des migrations. C'est effectivement un projet qui se trouve dans les cartons depuis plus de 20 ans. Les députés ont eu récemment une réunion conjointe (Commission communautaire française, Vlaamse Gemeenschapscommissie et Commission communautaire commune Social Santé) sur le handicap. Les députés savent que le pays manque à toutes ses obligations internationales en matière de handicap, qu'il ne parvient pas à les rencontrer. La Commission communautaire française travaille en enveloppe fermée avec un budget de 500 à 600 millions d'euros. La dette consolidée pour la Région a été évaluée à plus de 11 milliards d'euros fins 2022, on parle de 29 milliards d'euros en 2029.

Le débat est extrêmement intéressant. Mais ce projet doit-il vraiment aujourd'hui prendre la forme d'un musée ? Est-ce que le musée de la bière récemment inauguré à la Bourse au centre-ville n'aurait pas pu être un musée des migrations ? Est-ce que, aujourd'hui, certains Bruxellois sont considérés comme des immigrés aussi bien par les Belges de souche que par les immigrés des différentes vagues d'immigration ?

La députée a entendu souvent parler d'italiens, de maghrébins, de personnes d'origine congolaise, de roumain ou d'albanais critiquer les précédentes vagues d'immigration ou les personnes qui étaient identifiées comme telles. En premier lieu, c'est l'école qui doit être le lieu de déconstruction de ces préjugés. Lorsque la ministre Désir, à juste titre, veut imposer l'histoire de la colonisation dans les manuels scolaires (elle l'était depuis longtemps mais n'était pas appliquée), c'est important mais pas seulement pour l'histoire de la colonisation. Il faut agir au plus près de l'identité de l'enfant pour le sensibiliser. Il faut susciter la tolérance, l'empathie, déconstruire les préjugés, mais également coller à la réalité des classes qui sont de plus en plus hétérogènes et des enfants qui sont de plus en plus souvent harcelés pour divers motifs tels que leur origine, mais pas seulement. Il faut valoriser la diversité dans un climat d'empathie et de compréhension mutuelle.

Mme Zibouh a parlé de raconter l'histoire de la ville et a expliqué qu'il fallait un espace de rencontre. Il est vrai qu'il n'y en a pas beaucoup à Bruxelles où les différentes communautés se jouxtent et où il y a effectivement une discrimination spatiale importante. La députée formule des réflexions à ce niveau. La première est qu'il y a quand même un musée juif qui est un espace de rencontre.

La deuxième est que la suggestion de placer un musée des migrations au Kanal est une bonne suggestion dont la députée peut comprendre les fondements. Mais pourquoi ne pas placer un musée des migrations dans une zone géographique qui, précisément, connaît peu de phénomènes migratoires ? Elle pense aux communes du sud et du sud-ouest de la ville. N'est-ce pas une manière de mieux susciter la tolérance, le respect mutuel et la rencontre entre plusieurs communautés ?

M. Ikazban a parlé de l'aspect culturel. Il doit évidemment être présent également, tout comme il faut un cours de philosophie et de citoyenneté de deux heures obligatoires pour tous les enfants dans lesquels on parle également de dialogue interculturel et des différentes religions. Un musée des migrations doit évidemment évoquer l'aspect culturel, l'histoire du syndicalisme, par exemple. Tous ces concepts et ces notions sont évidemment interconnectés.

C'est un projet ambitieux. La députée craint qu'il ne soit pas réaliste sous l'égide de la Commission communautaire française. Il faut pouvoir nommer les choses et dire la manière dont on se situe. La députée aimerait que ce musée des migrations voit le jour dans le contexte qu'elle a évoqué, mais elle redoute malheureusement, vu la situation budgétaire, que cela ne reste qu'un projet. Elle le regrette.

M. Petya Obolensky (PTB) remercie les intervenants. Il va répéter certaines choses qu'il a déjà dites lors du jeudi de l'hémicycle, mais il les a actualisées par rapport aux éléments nouveaux.

C'est une thématique qui passionne le député. Il a également personnellement une histoire de l'immigration, même si cela ne se voit pas puisqu'il est blond aux yeux bleus. Il n'a jamais été trop discriminé ni sur le marché de l'emploi ni pour un logement, mais à cinq ans, il s'exprimait mieux en russe qu'en français. C'est une culture qu'il a eue avec ses grands-parents. Cela l'a toujours touché. Il a joué au foot avec ses copains marocains, congolais, chiliens et cela lui a donné envie d'aimer ses contemporains et de faire de la politique. Il a été bouleversé par un cours d'Anne Morelli et il utilise très souvent sa technique dans les animations pour ados qu'il faisait longtemps avant d'être député. Elle commençait un cours dans le plus

grand auditoire en Belgique, le Janson, qui s'appelait « contacts de cultures ».

Personne ne savait de quoi ça parlait, si ce n'est de contacts de cultures. Sans introduction, elle commençait par lire un texte et demandait aux élèves ce qu'ils pensaient que c'était. Ceux-ci répondaient que cela devait être un tract de l'extrême droite. En réalité, cela venait d'une revue scientifique et cela décrivait la façon dont les populations juives pauvres vivaient dans les quartiers d'Anderlecht dans les années 30. Cela a marqué à vie le député, comme le danger de ce à quoi peuvent mener les différentes formes de racisme, y compris la forme d'islamophobie qui est très développée depuis une vingtaine d'années. Il y a également toute l'histoire de Vaarkapoen de dire que la Belgique a été un pays que les paysans et les ouvriers pauvres quittaient pour trouver une vie meilleure parce qu'ils ne s'en sortaient pas.

Si l'on étudie avec sérieux l'histoire de l'immigration, cela peut rendre les gens plus ouverts et solidaires dans ce monde capitaliste globalisé.

Par ailleurs, le député a été très actif dans les quartiers populaires, surtout à Schaerbeek et Molenbeek avec des adolescents. Ils ont fait beaucoup de travail sur l'immigration avec des vidéos, du théâtre etc. Son vrai métier est celui-là.

Lorsque le député a lu l'ordre du jour de la réunion, il a d'abord cru à une blague. Il sait, pour en connaître quelques-uns personnellement, que les intervenants sont des gens engagés sur le terrain. Il s'est donc déplacé par respect pour eux. Ce genre de discussion a déjà été organisé plein de fois et, pourtant, le député n'est pas vieux dans la politique au niveau du Parlement. Il est néanmoins heureux de constater que les intervenants n'ont pas ménagé leurs critiques. On peut en rire, tellement c'est ridicule sur certains aspects, mais cette affaire-là met vraiment le député de plus en plus en colère. Comme Mme Oulad Ben Taib l'a rappelé, on fête les 20 ans du projet du musée. Lorsqu'il est arrivé comme député, on lui disait que c'était un des monstres du Loch Ness de tous les gouvernements bruxellois successifs quelques soit les partis au pouvoir : on en parle tout le temps mais personne ne l'a jamais vu.

On arrive en fin de législature et on réorganise une énième discussion dans le cadre d'une énième commission sur le groupe de travail du sous-groupe de travail de la sous-commission qui va peut-être réfléchir à la question d'un musée.

Le député souhaite poser la même question, à la façon naïve d'un enfant pourrait la poser, « c'est quand qu'on va où ? ». Il a beaucoup de déception par rapport au gouvernement bruxellois sur cette question-

là. D'une part, c'était dans l'accord du Gouvernement. On peut être déçu sur des choses qui n'y étaient pas, mais ce point-là y était et tous les partis s'étaient exprimés pour dire que c'était une idée formidable.

On a pu voir, lors de la période que l'on a connue assez récemment avec les attentats, l'époque Charlie etc. que certaines formations politiques n'attendent que de remettre le focus sur ces questions-là pour les détourner des questions socio-économiques qui nous concernent tous. Il est plus que jamais le moment de mettre en place un musée de l'immigration à une période dans laquelle il y a beaucoup de tensions intracommunautaires. Il y a un vrai rendez-vous manqué. Au début de la législature, il y a eu la Covid. Il faut se rappeler comment on est sorti du premier grand confinement de l'histoire belge. Cela s'est passé dans le plus grand mouvement antiraciste de l'histoire récente. Cela est parti de Minneapolis avec la mort de Georges Floyd. Ce mouvement a été international.

Il n'y a pas eu une ville dans le monde où il n'y a pas eu le relais de ce genre de révolte, il était multi-culturel et très jeune. À Bruxelles aussi, avec cette manifestation historique en bas du palais de justice, la jeunesse était là et, plutôt que de faire un musée, les députés se sont assis et ont organisé des nouvelles assises pour réfléchir si le racisme existe etc. Il en est sorti au mieux des résolutions qui n'ont aucun impact dans le monde réel. Par contre, en termes de discrimination à l'emploi et de discrimination au logement, là où le Parlement a de réelles compétences, le bilan est catastrophique.

Quant à la question du manque de budget, Mme Zibouh dit que c'était un choix éminemment politique. Pour n'importe quelle politique un tant soit peu ambitieuse, s'il n'y a pas de moyens humains, de sanctions en termes de testing antidiscrimination par exemple, etc. c'est un petit peu comme « pisser dans un violon ». Si l'on dit dans toute la presse qu'il y aura un musée de l'immigration mais qu'il n'y a pas de budget, on sait bien que cela ne va pas mener à grand-chose. Le député pose donc la question de savoir comment cela se fait que le gouvernement bruxellois trouve des moyens pour des projets plus bling-bling, comme le musée Kanak qui bénéficierait d'une dotation régionale de 215 millions d'euros pour les prochaines années, ou le musée de la bière inauguré en grande pompe il y a quelques jours. Le député espère de tout cœur que Bruxelles 2030 ne va pas être un nouveau bidule politique. Se poser la question s'est déjà y répondre. Il y a des personnes de grandes valeurs qui sont sur le terrain mais s'il n'y a pas de moyens et de vision politique, cela va rendre les gens en colère.

Le député remercie M. Rea pour sa franchise lorsqu'il a dit qu'il n'y aura pas de grand musée tel que vanté par le gouvernement, mais qu'il faut partir de ce qui existe. Effectivement, l'idée serait d'aller vers plus de coordination ou vers un meilleur réseautage entre ce qui existe. Plusieurs intervenants ont cité des réserves, des centres d'archivage magnifiques qui sont là et peu valorisés. Il y a déjà tout un travail assez simple en termes de moyens à mettre en place et à renforcer. Par ailleurs, il existe déjà en réalité un musée de l'immigration à Molenbeek, cela a été dit. Le député a été le visiter pendant la Covid.

Ce musée, le MMM, est géré par des associations locales, des citoyens engagés et bénévoles dans un quartier éminemment lié à l'histoire de l'immigration puisqu'on est en plein cœur de la petite Manchester. C'est le meilleur lieu possible à Bruxelles pour cela. Suite à toutes ces promesses non tenues, c'est une initiative privée qui a vu le jour. Ce sont des habitants qui se sont serrés les coudes et qui ont ouvert ce musée géré par l'ASBL Le Foyer qui est très implanté là-bas depuis 50 ans et qui a démarré avec également un travail social avec les jeunes auquel le député avait participé il y a longtemps.

Pourquoi ne pas effectivement partir de là et voir moins grand, moins bling-bling, moins récupérable électoralement pour élaborer quelque chose. Ce musée a des demandes concrètes. Lorsque le député a été visité le musée, ils demandaient juste des subventions pour avoir au moins un employé permanent.

Il est rare d'avoir des personnes auditionnées qui soient aussi honnêtes, aussi franches et qui avouent en avoir un petit peu ras-le-bol. Cela devrait secouer les députés et les mettre face à leurs responsabilités.

À quoi doit servir un musée ? Dans une autre vie, le député a étudié l'histoire de l'art et l'archéologie. À l'époque, il trouvait déjà que les musées étaient des endroits de vieux dans lesquels on n'avait pas envie de rentrer avec les jeunes. Tout l'enjeu était de dépoussiérer le musée et d'en faire quelque chose de moderne qui répond aux besoins des jeunes. Il faut partir de cette capacité qu'a l'enfant de s'émerveiller. À quoi sert un musée ? À renforcer le prestige d'un ministre ou d'un député en mal de voix et de poser son nom dans un esprit de city marketing ou est-ce plutôt une invitation aux visiteurs de participer, de laisser des traces dans leur imaginaire, comme le musée de Molenbeek le fait déjà dans un esprit participatif et accessible ?

Comme cela a déjà été dit, un musée a un rôle social important à jouer dans la société et c'est fondamental mais également en termes d'éducation permanente et d'apprentissage culturel, c'est très important pour le groupe PTB.

Il y a des aspects que le groupe PTB tient à souligner pour valoriser une histoire populaire de l'immigration et non les grands hommes qui signent les grands traités. Le premier est que, dans le débat public, excepté pour réellement envisager le tout début de l'immigration marocaine, turque, italienne, espagnole, grec, portugais ou d'autres pour lesquelles la question économique est mise en avant, on ne parle que des aspects identitaires et culturels. C'est très à la mode. L'antiracisme est identitaire, tout est devenu identitaire aujourd'hui. Les questions culturelles sont évidemment importantes dans la vie, mais l'on sous-estime les apports économiques de l'immigration encore aujourd'hui.

Le député rappelle que, pendant la Covid, on applaudissait à 20 heures, on applaudissait un prolétariat contemporain, une classe ouvrière au sens large et unifiant, des femmes de ménage, des personnes qui travaillent dans les hôpitaux, des personnes, dont beaucoup de femmes, qui sont très souvent d'origine immigrée encore aujourd'hui. L'apport économique de l'immigration est encore aujourd'hui très rarement mis en valeur. C'est souvent rappelé par rapport à la construction du métro, les productions dans les mines et c'est très important, mais cela reste une question absolument fondamentale. Il faut dire aux personnes séduites par les idées racistes qu'il ne faut jamais oublier que ce sont les immigrés marocains ou turcs qui ont contribué à relancer l'économie du pays pour gagner la bataille du charbon. Il est important de revenir systématiquement là-dessus.

Le deuxième aspect fondamental, qui est souvent complètement ignoré, et qui a été rappelé aujourd'hui par M. Mouhssin lorsqu'il a parlé des syndicats, c'est le rôle et l'apport de l'immigration dans le mouvement ouvrier belge. Cela a été un outil d'émancipation fondamentale pour beaucoup d'immigrés en Belgique. Par ailleurs, réciproquement, les immigrés arrivés dans le mouvement syndical ont éduqué les ouvriers belges dans un esprit de solidarité internationale. Il y a toute une histoire de lutte qui a été apportée par ces populations. Le slogan dans la mine était : « tout le monde est noir, on est exploité par le même patron ». Il y a une très grande richesse à aller chercher là-dedans encore aujourd'hui alors que l'on n'en parle jamais.

Enfin, aller contre la vision très à la mode de ce que le député appellerait l'antiracisme libéral, c'est-à-dire l'idée que quelques individus exceptionnels peuvent percer le plafond. C'est la forme dominante de l'époque qui est à la mode qui correspond au néolibéralisme qui a triomphé et que tous les partis traditionnels défendent. C'est l'éclatement de la société, nous ne sommes plus que des petits individus, et donc un ou deux peuvent percer le plafond.

Le PTB préfère développer une idée où l'on élève le sol gluant pour tout le monde. Il n'est pas normal qu'encre 2, 3, 4 générations soient toujours discriminées. C'est là l'échec de toute la politique du gouvernement bruxellois en termes d'emploi, de logement, de mobilité. C'est absolument catastrophique et les premiers à en payer le prix sont malheureusement les travailleurs d'origine immigrée. Il y a étranger et étranger.

Entre M. Arnault qui est aujourd'hui l'homme le plus riche du monde qui a une boîte fictive dans le quartier de Fort Jaco et qui paye moins d'impôts que nos parents à nous tous réunis et Mohamed, un ami, qui était représentant de la voix des sans-papiers et qui était un de ceux qui ont construit le métro Arts-Loi engagé par le gouvernement bruxellois et le gouvernement fédéral sous la bannière de Beliris (on a mis sa photo sur les murs d'Arts-Loi) alors qu'il a été payé 20 euros la nuit. Avant de réorganiser une audition de personnes qui ont les mêmes critiques que nous, il faut avancer.

Mme Isabelle Emmery (PS) remercie les orateurs pour leurs discours revigorant. Bravo pour ce qu'ils représentent. Leur engagement est professionnel, mais aussi personnel. C'est vraiment important pour les députés d'avoir ce type d'échanges ici, dans l'espace politique.

La députée va compléter très brièvement les propos de son collègue Jamal Ikazban et poser 2 ou 3 questions.

Je ne sais pas s'il faut réduire les ambitions pour la Région bruxelloise de posséder un grand musée de l'Immigration. Elle laisse cette question peut-être pour la fin de l'année et le rapport que les députés attendent.

Mais une chose est certaine, et plusieurs personnes l'ont dit : il existe un réseau important d'acteurs et d'initiatives sur le territoire qui travaillent déjà à développer beaucoup de projets. Rien que sur sa commune, Anderlecht, qui est d'ailleurs un espace de grande immigration (juive, italienne, marocaine, tzigane, syrienne, etc.), il y a énormément d'acteurs qui travaillent et la députée voudrait saluer leur engagement. Le Centre d'interprétation du COOP, le Casi-Uo, le futur Musée des Résistances, la future Maison du Peuple remaniée, etc. Ces acteurs ne se situent pas par hasard dans cette zone du canal. Ce sont des acteurs qui collectent les traces et les témoignages et il est clair que c'est dans ces zones-là que les traces se trouvent, que les gens habitent encore, même si certains ont migré vers d'autres communes, d'autres quartiers ou d'autres régions.

La députée ne sait pas s'il est trop tôt pour poser ces questions, mais elle souhaite entendre les orateurs sur la manière de dynamiser ce magnifique réseau. Ce n'est pas toujours simple, évidemment, parce que les acteurs ont leurs propres projets, leurs propres initiatives et lorsque l'on doit se fédérer, ce n'est pas toujours facile, mais peut-être qu'une structure qui permettrait de faire en sorte que tout le monde se parle et mette dans un même projet les choses qui existent déjà, ce serait peut-être intéressant.

La députée a une autre petite question qui lui a peut-être échappée lors des présentations. Quel est l'espace-temps des orateurs pour évoquer toutes ces questions de migration ? Est-ce la naissance de la Belgique ? Est-ce une autre temporalité ? La députée a l'impression que, dans le propos d'aujourd'hui, il y a des choses dont on ne parle pas comme de la Région qui a connu des vagues successives, mais on ne parle pas de toutes les vagues.. Elle aimerait un peu plus d'éclaircissements à ce sujet.

La députée se demande si cette audition n'aurait pas dû avoir lieu début 2024 quand le rapport aura été construit et sera prêt. Les députés vont rester sur leur faim aujourd'hui parce que les orateurs n'apporteront pas encore toutes les réponses. Leur vision est multiple et de cette vision multiple, ils vont faire émerger des conclusions. Et ces conclusions, les députés ne les auront pas cet après-midi, ce qui est frustrant.

Mme Joëlle Maison (DéFI) souhaite réagir aux propos de Mme Emmerly sur le lieu du Musée. Le lieu où se trouvent les traces est important mais les gens qui se rassemblent autour le sont également.

Lorsque la députée était échevine de l'Éducation, elle a travaillé pendant huit ans à des rencontres entre deux écoles. L'une à l'indice socio-économique très faible et donc forcément localisé dans des milieux et communes précarisés vu la ségrégation spatiale à Bruxelles, là où se trouvent les traces, et l'autre issue de milieux plus favorisés. Ensemble et ce pendant une semaine, les enfants de ces deux écoles, qui ne se connaissaient pas, se rassemblaient autour des traces et du patrimoine en dialoguant.

C'est une opération que la députée a réitéré chaque année avec deux écoles, l'une avec un indice économique très faible, et l'autre avec un indice socio-économique plus élevé, autour de ces traces présentes dans certains lieux qui étaient situés au centre et au nord de la capitale.

Il est important que le musée se fasse dans un certain contexte et autour de traces. Il est également important qu'il puisse brasser des populations qui soient diversifiées et pas seulement issues de ces milieux-là. Le principe de rencontre est très important.

Dans une ville où les citoyens sont cloisonnés, où il y a peu de mobilité entre les quartiers dits riches et les quartiers précarisés, le leitmotiv pour ce musée doit être de pouvoir faire en sorte que des populations de toutes origines, quartiers riches ou non, des gens qui ne seraient pas nécessairement amenés naturellement à fréquenter ce musée, puissent s'y rendre. C'est la raison pour laquelle la députée suggérerait que le musée prenne place dans des lieux plus favorisés de la capitale.

Mme Hajar Oulad Ben Taib précise que les différentes interpellations ont permis de mettre le doigt sur le blocage actuel. Il s'agit d'un blocage méthodologique. Cela a dû transparaître dans les différentes présentations d'aujourd'hui qui ne présentaient aucun point commun.

La méthodologie a fait cruellement défaut dans le cadre du groupe de travail qui a débuté en septembre 2020.

Concernant la fréquence des rencontres du groupe de travail et de sa méthodologie, le groupe de travail s'est réuni à 5 reprises depuis septembre 2020 dont une réunion qui a été réalisée en distanciel suite au confinement. Il y a eu une seule visite de musée, à savoir le musée de la migration du Foyer.

À la dernière réunion du 30 juin, les membres du groupe de travail étaient au nombre de 3. L'intervenante a eu l'occasion de participer à toutes les réunions. Elle n'a cependant pas participé à la visite du musée de la migration puisqu'elle avait déjà eu l'occasion de s'y rendre à plusieurs reprises dans le cadre de ses activités scientifiques.

Ce groupe de travail s'est essouffé suite au manque de suivi apporté, ce qui explique qu'ils n'étaient plus que trois à la dernière réunion pour discuter de ce sujet qui fait l'unanimité. L'utilité du projet n'est plus à démontrer.

L'intervenante explique donc ce blocage par l'absence de méthodologie mais aussi par une confusion qui est apparue rapidement. Il s'agit d'une confusion entre les objectifs initiaux du groupe de travail et ce qui a été proposé progressivement dans le cadre du groupe de travail.

Aucune lettre de mission n'a été adressée au groupe de travail. Lors de la première réunion, les membres ont partagé leur vision de ce que devrait être le musée. Des axes de travail se sont dégagés à ce moment-là. Cependant, il y a eu rapidement un glissement vers l'idée d'un renforcement financier d'un projet existant.

L'intervenante déplore le manque de volonté d'explorer d'autres pistes pour pouvoir répondre à un projet plus ambitieux. On oppose les termes réaliste et raisonnable à la jeunesse, à l'ambition, ou encore à l'envergure, alors que les défis sont croissants et importants. À entendre vos interpellations, ces défis semblent prioritaires.

Le groupe de travail a donc été très vite limité et n'a pas eu l'occasion de se prononcer sur toute une série de questions essentielles dans le cadre de ce projet. Les questions relatives au contenu du musée n'ont ainsi jamais été abordées telles que : « de quoi le musée va-t-il parler ? » ; « à partir de quand ce musée doit mettre en avant ce passé migratoire ? » ; « un focus doit-il être réalisé sur l'aspect misérabiliste ? » ; etc.

Toutes ces questions centrales n'ont pas pu être débattues dans le cadre du groupe de travail. Dès lors, les membres du groupe de travail ont également des questions.

Un autre point de blocage, ce n'est pas à l'intervenante en tant qu'historienne de se prononcer et de faire les arbitrages politiques nécessaires au niveau budgétaire, etc. dans le cadre de ce groupe de travail. Cela ne doit pas limiter le travail des experts.

La réponse apportée par l'intervenante doit permettre aux députés de mieux identifier l'état d'avancement du travail du groupe de travail actuel.

Sur la question de l'identité, immigré ou bruxellois, l'intervenante précise que le musée doit positiver cette identité en mettant en valeur les contributions des populations qui sont venues depuis la création de la Belgique jusqu'à nos jours. Cela va permettre aux élèves d'être fiers de leurs origines diverses et variées.

Les objectifs et les enjeux autour de ce lieu sont tellement importants. Il s'agit de lien social, de mixité sociale, de la société de demain. C'est pour cette raison que l'intervenante est scandalisée que des arguments budgétaires leurs soient opposés. Ces arguments sont limitants, réducteurs et insultants.

Dire qu'il faut valoriser l'histoire de nos parents, de parler de ce qui fait que Bruxelles est Bruxelles et dans le même temps y mettre trois francs est hypocrite. Il y a une contradiction qui échappe à l'intervenante. Elle est bien consciente des considérations politiques et budgétaires. C'est cependant une question de priorité.

M. Andrea Rea n'a pas participé personnellement de manière très active au groupe de travail. Il y a eu effectivement 5 réunions qui se sont déroulées les

vendredis matins au moment où il donnait cours. Par contre, il a été dans un échange permanent avec M. Marco Martiniello qui y a assisté plus souvent que lui. Il est important de questionner le cabinet sur la procédure. En effet, il n'y avait pas de mission, pas de lettre de mission, pas de question d'engagement et, en mars 2021, le groupe de travail a adressé un courrier au ministre lui disant que, dans le courrier d'invitation du groupe de travail, il indique sa volonté de vouloir soutenir toute initiative visant à apporter un projet de musée ou d'espace muséal dédié à l'immigration.

Dans ce cadre, il lui demandait de clarifier les intentions de la Région par rapport à ce groupe de travail ainsi que d'apporter de plus amples informations sur le soutien que la Région pourrait fournir. Le groupe de travail était déjà lui-même dans une interrogation. Après cela, il y a eu la Covid et tout cela est venu rendre les choses beaucoup plus compliquées.

Pour répondre à M. Mouhssin de manière claire, il est important d'avoir tout cela en tête. Ce n'est pas un groupe de travail qui a une autonomie d'action ni une mission ni une clarté sur une mission à réaliser. Ce sont des personnes qui ont été réunies à un moment donné pour discuter de l'éventualité de reprendre ce dossier et de voir comment elles voyaient les choses entre des personnes qui avaient vu cela il y a 20 ans, d'autres personnes qui venaient d'arriver et d'autres qui avaient lancé l'initiative. C'est un cadre assez singulier pour un groupe de travail qui a fonctionné au sein du cabinet.

Chacun des orateurs prend la parole librement aujourd'hui parce que le « rapport » du cabinet du ministre, qui a été adressé aux membres du groupe de travail en novembre 2022, puis à la réunion de juin 2023, n'a pas encore été entériné car ce document a été rédigé par le cabinet sur base des discussions du groupe de travail. Pour l'instant, il n'y a même pas de rapport par rapport à ce qu'a énoncé Mme Emmery. Les membres du GT ne savent pas s'ils sont en charge eux-mêmes d'établir un rapport puisqu'ils n'ont reçu aucune instruction à ce sujet. Ils ont été conviés à participer à une réunion et à constituer un groupe de travail, un espace de dialogue pour aider le cabinet à réfléchir sur le sujet. Il y a eu également un point délicat au cours de ces réunions qui portait sur le fait qu'une partie du budget voulait être utilisé pour faire un appel à un marché public pour un accompagnateur du projet. Le groupe de travail se demandait quel était alors le statut des membres qui étaient dans le groupe de travail.

Ce sont les raisons pour lesquelles le groupe de travail se trouve dans une réponse multiforme et où chacun y va par rapport à sa manière de penser, ce n'est pas encore une convergence. En effet, ils n'ont pas encore eu l'occasion de se voir récemment, la

dernière réunion était celle de juin et il n'y avait que trois personnes qui ont pu y participer. Le rapport était à l'ordre du jour de cette réunion, mais il était difficile de pouvoir le voter à partir du moment où peu de monde y participait.

Lorsqu'il dit qu'il faut un programme réaliste, cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas donner d'ambition, ni qu'il n'y a pas de place pour l'imagination. Il dit simplement que, à un moment donné si cela doit se créer, il faudra mettre en face-à-face le budget disponible car c'est le budget qui détermine l'ambition. L'orateur veut bien voir toutes les ambitions qu'il faut mais, sans budget, il est difficile de voir le cadre de l'ambition. C'est quand même le point de départ. C'est ce qui manque depuis 2004. Il a été demandé dans la lettre adressée au ministre en 2021 quel était le soutien financier de la Région. Lors des réunions, il leur a été dit qu'il n'y avait pas de budget. Cela rendait compliqué le fait d'imaginer un musée sans budget.

Lorsqu'il disait qu'il fallait être réaliste ce n'était pas en comparaison avec le fait d'être imaginaire. Ce n'est pas être réaliste versus il ne faut pas avoir de l'ambition. Il faut caler les ambitions dans un cadre et ce dernier n'est pas clair pour l'instant. Un objectif sans cadre n'est pas possible.

Il est ressorti des débats que personne ne voudra d'un musée fédéral. Il s'agit bien d'une logique régionale. Ensuite, ce sont des musées de la ville qui existent dans plein de pays. Comment passe-t-on du musée de la ville au musée des habitants, des populations et des personnes ? Cela oblige de prendre un temps plus long et de ne pas être uniquement sur les grands hommes, les grandes femmes et les bâtiments mais réellement sur la population. Dans ce cas-là, rien n'interdit de remonter loin dans le temps. Bruxelles a énormément bougé et est une ville de migration depuis le début. Il est important de pouvoir le reprendre. Passer d'une ville aux personnes qui l'habitent, qui la font et qui la construisent.

Faire un musée, c'est une histoire culturelle et sociale. Le fait d'embarquer Bruxelles, ville internationale, dans un espace sur la migration et d'embarquer également la ville internationale est une manière de reposer la question sociale. Celle-ci n'oppose pas les belgo belges aux belgo quelque chose, mais les étrangers entre eux, d'autant plus dans une ville comme Bruxelles. Cette dimension est vraiment importante.

Si l'on veut parler de l'immigration, il faut parler de l'OTAN, des institutions européennes qui ont considérablement modifié la population. La population la plus forte qui existe venant de l'Union européenne aujourd'hui, ce sont les Roumains et les Bulgares. L'idée d'intégrer quelque chose qui dépasse l'idée de l'immigration de travail, l'asile qui a toujours la

connotation qui est chargée négativement, valorisera la dimension de lutte sociale qui est à l'intérieur de la migration elle-même. Cette migration génère cette lutte sociale entre des groupes sociaux.

L'intervenant n'est pas favorable pour disposer d'un lieu emblématique. Il souhaite un lieu qui parle qu'il soit emblématique ou non. Le plus important est qu'il y ait un lieu. Il n'est pas non plus pour l'idée de la confusion avec Kanal. Il faut un lieu pour l'identifier. La dimension de l'identification est importante. Il insiste également sur la Cité de l'immigration en France. Lorsque l'on habite dans les banlieues et que l'on arrive à la Cité de l'immigration, cela ne correspond pas du tout à ce que les gens pensent que cela peut être. Il y a là une rupture entre les populations et l'histoire qu'on leur raconte. Il faut être dans une logique très participative. La première initiative limitée et modeste est le musée de l'immigration de Molenbeek et elle ne part de l'histoire de personne. Cette narration-là est importante.

Que reste-t-il des archives de Nass Belgica ? Absolument rien. Que reste-t-il de l'ensemble des récoltes des archives de l'Emim ? Rien non plus ? Nous n'avons pas de tradition d'archivage de lieu. Il est important de pouvoir la reprendre. Si l'intervenant était membre de cabinet, il faudrait un contrat de gestion pour un lieu dont l'objectif serait de penser l'archivage et l'organiser. Il faudrait également un comité de pilotage relativement large.

Il faudrait élaborer avec les centres de recherche les programmes de recherche sur lesquelles l'on est afin de permettre de développer quelque chose qui soit de la synergie entre des choses qui existent. Il faut penser à la dimension pédagogique. Entre les exemples qui ont été donnés et des associations financées dans le cadre de la cohésion sociale, il faut identifier, dans les activités spécifiques qui sont financées, ce qui peut être exploité dans la dimension pédagogique autour de l'histoire contemporaine et passée des Bruxelloises et des Bruxellois. Il est important de pouvoir le faire.

Il faut mettre en mouvement une partie de ce qui existe déjà. Pour fonctionner, cela doit se baser sur un contrat de gestion qui est donné à un partenaire sur base d'un marché public qui permette de donner des axes de travail qui pourrait apporter les réponses aux questions qui ont été posées au groupe de travail qui n'a pas été en mesure de le faire, faute d'un cadre clair.

Mme Loredana Marchi exprime une légère frustration. Elle regrette de ne pas avoir reçu de lettre de mission. Elle n'a plus assisté aux dernières réunions à la demande des cabinets. Le musée MMM est un lieu qui existe. C'est un lieu de récolte des récits des

Bruxellois qui ont une histoire migratoire. Ce lieu a l'ambition de se propager avec d'autres lieux, mais il n'a pas l'ambition de devenir le centre scientifique de l'archivage. Ce lieu qui existe ne peut plus avancer sans que les politiques prennent une décision budgétaire. Il est ridicule de penser avoir encore des ambitions quand la Région n'est pas capable de mettre un euro sur quelque chose qui existe déjà depuis 5 ans. L'intervenante trouve cela honteux, que ce soit pour la Région bruxelloise ou pour les personnes qui y travaillent.

Si la question devient politique, ce sont les politiques qui doivent choisir et décider. Puisque des millions sont dégagés pour certains projets qui sont peut-être des non lieux (au contraire du MMM), pourquoi ne pas en trouver pour définir des lieux ? Le choix est simple. Nous sommes à la fin de la législature, il faut prendre une décision : soit on le fait, soit on ne le fait pas. L'intervenante entend toutes les questions posées par les députés mais elle ne pourrait pas répondre à la moitié. Nous sommes en 2023 dans une assemblée démocratique et elle s'interroge lorsqu'une citoyenne comme elle qui devrait avoir toutes les réponses à leurs questions ne peut pas y répondre.

La Professeure Anne Morrelli, qui fait partie du comité de pilotage, lui a dit que s'il faut tenir compte de toute la logique actuelle, il n'y aura jamais de musée de l'immigration. L'intervenante la trouvait très défaitiste, mais elle se rend compte que Mme Morelli avait peut-être raison.

Le débat d'idées d'aujourd'hui est positif et intéressant pour tout le monde. Aucun musée ne peut être comparé avec les autres. Ils ont un label donné par l'Union européenne comme héritage, comme patrimoine immatériel. Ils sont le seul musée à l'avoir à Bruxelles et il n'y en a qu'un autre à Marcinelle. Si l'Union européenne a décidé de leur donner ce label, c'est qu'ils ont fait certaines démarches et répondent à certains critères.

Mme Fatima Zibouh s'est rendue compte, en écoutant les questions, qu'il y avait un malentendu sur leur présence et sur leur rôle par rapport à ce qui était attendu. Les orateurs sont venus individuellement avec leurs questions, tout comme les députés. Ils ne sont pas venus en commission comme porte-parole d'un groupe de travail avec une voix unanime, claire et discutée. Il était important de le préciser. Ils ne se sont pas concertés avant de venir. Il faut pouvoir tenir compte de cette réalité en amont. Ils sont venus avec leurs regards, leurs expériences, leurs analyses pour amener quelques pistes. Ils n'ont même pas de plan. Ce qui a été évoqué, ce sont uniquement des pistes de réflexion. Il est important de clarifier cela. Il y a malgré tout de la convergence : il faut cet espace, ce lieu. Il faut quelque chose qui mette en évidence cette

histoire. Il y a également quelque chose qui va vers ce peuple de Bruxelles qui a besoin d'un lieu qui parle de son histoire, de sa contribution pour faire de la Région de Bruxelles ce qu'elle est aujourd'hui.

En même temps, la question du budget est également un point de convergence. On ne peut pas rêver, penser un cadre s'il n'y a pas de budget. Il reste énormément de questions ouvertes. L'intelligence collective peut permettre de répondre à ces questions.

L'intervenante a envie de terminer avec une note d'espoir dans la perspective, peut-être, de Bruxelles 2030 comme capitale européenne de la culture. Ce lieu doit être là, il doit exister pour 2030. Cela laisse encore du temps pour rêver, imaginer, partir sur de l'existant avec, pourquoi pas, une mise en réseau. En 2030, que Bruxelles soit capitale européenne de la culture ou non, ce sera l'année du bicentenaire et il faudra de toute façon un plan B. Le plan de Bruxelles qui est un véritable projet de ville où l'on célèbre les contributions des différentes vagues de l'immigration qui remontent à l'Ommegang.

M. Mohamed Ouachen revient sur la question de l'archivage. Il évoque les archives académiques, scientifiques, syndicales, mais également tout ce qui existe dans la sphère privée. Aujourd'hui, des familles, même si elles commencent à disparaître, détiennent encore des photos et des vidéos. Il y a également des artistes qui se sont réapproprié ces récits et qui ont raconté leur histoire liée directement ou indirectement à l'immigration. En attendant d'avoir ce musée, ce lieu, cet endroit, il est important aujourd'hui de soutenir cette créativité qui permettra également de faire exister ces archives. Cela a été constaté il y a 10 ans à l'occasion des 50 ans de l'immigration marocaine, à l'Espace Magh, à l'initiative de la ministre de l'époque, il y a eu un festival, ils ont produit énormément de matière artistique. Que sont devenues aujourd'hui ces œuvres-là ? Il ne faut pas négliger la créativité artistique issue des quartiers populaires afin de continuer à créer. À côté des archives de l'époque, il ne faut pas oublier tout le travail des artistes.

M. Ahmed Mouhssin (Ecolo) demande s'il est possible que les députés puissent prendre connaissance des rapports de 2002 cités par M. Rea.

8. Approbation du rapport

La commission a fait confiance au président et au rapporteur pour la rédaction du rapport.

Le rapporteur,

Jamal IKAZBAN

Le Président,

Mohamed OURIAGHLI

